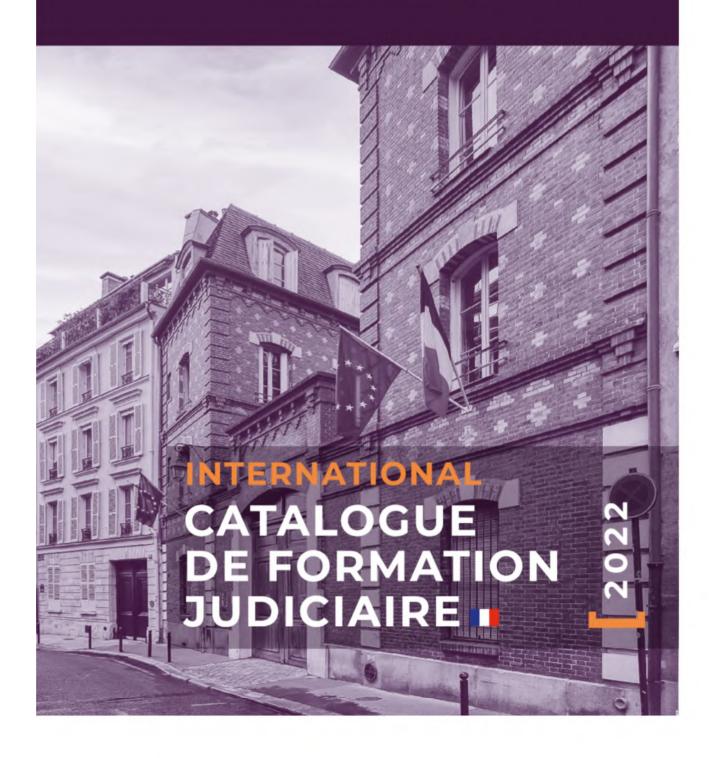
ENM

ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

L'esprit des lois s'épanouit à l'ENM







L'École nationale de la magistrature est, depuis sa création, ouverte à l'international. Elle délivre ainsi depuis 1958 une formation pratique et professionnalisante aux magistrats français comme aux juges et procureurs de pays étrangers. Avec près de 5000 magistrats étrangers formés chaque année, l'École est pleinement engagée dans l'accompagnement des pays qui le souhaitent. Ce catalogue leur est spécialement dédié.

Nourri par les échanges avec nos partenaires étrangers et par l'expérience acquise au fil des ans, ce catalogue propose aux juges et procureurs étrangers de développer leurs compétences tant en matière pénale que civile, en approfondissant les fondamentaux de leur métier, mais aussi en suivant des formations spécialisées dans des

domaines prioritaires, tels que la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, la lutte contre la corruption ou la protection de l'environnement. Il leur est aussi proposé de s'inscrire à des cycles de formations spécialisées en matière pénale ou civile permettant de participer à plusieurs formations aux enjeux complémentaires, regroupées dans le temps.

L'édition 2022 met à profit l'expérience du distanciel acquise au cours de la crise sanitaire. Tout en proposant des formations en présentiel, elle tient compte des succès obtenus en 2021 et des besoins nouveaux en proposant plusieurs formations en ligne, telles que le cycle de formation spécialisée en matière civile ou encore la session consacrée aux violences au sein du couple.

Ce catalogue comporte également des sessions d'ouverture et de réflexion pluridisciplinaires, indispensables pour enrichir les dimensions humaines et sociétales des fonctions de magistrat. De nouvelles thématiques ont été introduites cette année, telles que les mineurs étrangers isolés ou la discrimination et le harcèlement au travail. Les magistrats pourront également suivre des sessions leur permettant d'acquérir des compétences managériales, essentielles à la gestion d'un service ou d'une juridiction, ou encore découvrir l'ingénierie pédagogique.

L'esprit d'ouverture se traduit aussi par le développement des échanges entre les professions via des formations variées ouvertes à d'autres acteurs du monde judiciaire, tels que les avocats, les notaires ou les greffiers, ainsi qu'aux services de police, de gendarmerie, de l'administration pénitentiaire ou encore de la protection judiciaire de la jeunesse. Il s'agit de favoriser les regards croisés sur les pratiques professionnelles respectives et une meilleure compréhension mutuelle. L'offre de formation ouvre ainsi également la possibilité à ce public interprofessionnel étranger d'être formé en immersion avec leurs collègues français sur des problématiques qui leur sont communes avec les magistrats.

Enfin, l'année 2022 est celle de la 13ème présidence française de l'Union européenne à laquelle l'École nationale de la magistrature est étroitement associée pour la formation judiciaire. À cette occasion, nous proposons un nouveau cycle interprofessionnel spécialisé, intitulé Cycle d'études judiciaires sur l'Union européenne (CEJUE). Il permettra de former des magistrats et avocats français et européens spécialement sur les institutions européennes et comprendra des échanges de très haut niveau, ainsi que des visites d'études dans les lieux stratégiques de l'espace judiciaire européen. Nous espérons qu'il permettra de contribuer à l'émergence d'une communauté judiciaire européenne d'excellence dans le domaine de la pratique du droit européen.

Convaincue que l'efficacité, l'intégrité et l'indépendance de la justice passent par une formation approfondie des juges et des procureurs, l'École nationale de la magistrature met ainsi sa longue expérience au service des pays désireux d'y participer. Les échanges issus de ces formations enrichiront aussi notre propre réflexion, au service de la qualité de la Justice.

Nathalie RORET

Directrice de l'École nationale de la magistrature



DU 14 AU 18 NOVEMBRE 2022

Inscription: avant le 30 sept. 2022.

PARTENARIAT

Agence française anticorruption.





TYPE DE SESSION

Formation dédiée aux magistrats étrangers.

Juges, procureurs, policiers ou membres d'une autre administration d'État spécialisée dans la lutte contre la corruption et les autres manquements au devoir de probité.

OBSERVATIONS

Ouvert aux membres du Réseau européen de formation judiciaire. refi



LANGUE

Français - Anglais Autre interprétariat possible, nous contacter.

ENM. 3 ter quai aux Fleurs 75004 Paris - France

1 000 € par participant (sauf pour les magistrats inscrits par le REFJ).

enm-info-di@justice.fr Tél: +33(0)1.44.41.88.24

LA CORRUPTION: **DÉTECTION, PRÉVENTION,** RÉPRESSION

EN BREF

Présentation des moyens de prévention et lutte contre la corruption sous les angles juridiques, pratiques et opérationnels. Formation basée sur des échanges pluridisciplinaires entre professionnels.



CONTEXTE

La corruption n'épargne aucun pays au monde et constitue une menace grave pour la démocratie. Elle prend parfois des proportions telles, qu'elle entrave la croissance économique et contrarie les efforts accomplis en vue d'instaurer une bonne gouvernance. Elle entraîne, à terme, la dégénérescence du tissu social, fausse le système économique et la structure politique des États au détriment des populations.

Destinée à des magistrats et fonctionnaires confrontés à la gestion administrative ou judiciaire des faits de corruption - ou assimilés - et à leur prévention, cette session propose de sensibiliser et de former ces professionnels tant à la prévention qu'à la répression de ce phénomène. La formation permettra notamment de mettre à la disposition des participants l'expertise de l'Agence Française Anticorruption (AFA), ainsi que des outils techniques et juridiques permettant de détecter au mieux, de réguler ou de traiter ce type de comportement.

Sont réunis l'ensemble des acteurs des différents secteurs concernés : Agence française anticorruption (AFA), représentants du réseau des autorités de prévention et de corruption (NCPA), juges financiers, procureurs, enquêteurs spécialisés, avocats, universitaires, représentants ou Groupe d'États contre la corruption (GRECO), services de renseignement financier comme le Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins (TRACFIN), hauts-fonctionnaires du ministère de la justice, des finances ou des affaires étrangères, responsables du secteur privé, etc. Ils interviendront au cours de la session sous forme de conférences, tables rondes et débats afin de partager leurs expériences et leur connaissance du phénomène et son traitement dans l'objectif d'une prise en compte des enjeux de la corruption, et de l'amélioration des pratiques afin de la prévenir et de la réprimer, tant en France qu'au niveau international.

DU 13 AU 17 JUIN 2022

Inscription: avant le 29 avril 2022.

TYPE DE SESSION

Formation d'immersion avec des magistrats français.

PUBLIC

Magistrats étrangers.

OBSERVATIONS

Le stage se déroule en alternance à l'ENM Paris et à l'IRCGN à Cergy-Pontoise. Cette session peut être complétée par "Cybercriminalité"

Ouvert aux membres du Réseau européen de formation judiciaire. refi

LANGUE

Français.

ENM, 3 ter quai aux Fleurs 75004 Paris - France

500 € par participant (sauf pour les magistrats inscrits par le REFJ).

CONTACT

enm-info-di@justice.fr Tél: +33(0)1.44.41.88.24



DU 2 AU 6 MAI 2022

Inscription: avant le 20 mars 2022

TYPE DE SESSION

Formation dédiée aux magistrats étrangers.

Magistrats étrangers, enquêteurs (policiers ou gendarmes), toute profession spécialisée dans la lutte contre la cybercriminalité.

OBSERVATIONS

Cette session peut être utilement complétée par la session "Preuve pénale et progrès

Ouvert aux membres du Réseau européen de formation judiciaire. refi



Français. Interprétariat possible, nous contacter.

ENM. 3 ter quai aux Fleurs 75004 Paris - France

1 000 € par participant (sauf pour les magistrats inscrits par le REFJ).

CONTACT

enm-info-di@justice.fr Tél: +33(0)1.44.41.88.24

PREUVE PÉNALE ET PROGRÈS SCIENTIFIQUE

EN BREF

L'Institut de recherche criminelle de la Gendarmerie nationale (IRCGN) présente les dernières évolutions en matière de preuve scientifique et de médecine légale, par une alternance d'exposés et de travaux pratiques.

De plus en plus fréquemment, la réussite des enquêtes et informations judiciaires, comme l'issue des procès est intimement liée à la pertinence des constatations matérielles, aux choix judicieux d'investigations techniques et scientifiques, à la qualité d'exécution de celles-ci mais aussi à leur parfaite intégration dans la cohérence de la procédure et à la lisibilité des résultats. Cette session a pour objectif d'actualiser les connaissances sur les évolutions les plus significatives dans le domaine de la preuve scientifique et de la médecine légale.

PÉDAGOGIE

L'alternance d'exposés (ADN, gestion de la scène de crime, expertise informatique, etc.), avec un regard comparatif (Grande Bretagne, Suisse....) et de travaux pratiques à l'IRCGN favorisent la réflexion collective des participants (magistrats, officiers de gendarmerie et commissaires de police). pour parvenir à mieux identifier la place de la preuve scientifique dans la politique pénale.

CYBERCRIMINALITÉ

FN BRFF

Sensibilisation aux enjeux de la cybercriminalité et à sa dimension internationale, aux évolutions législatives récentes, aux investigations numériques et au traitement judiciaire de cette délinguance.

CONTEXTE

Facteur de progrès dans de nombreux domaines, omniprésent dans la vie quotidienne, l'internet constitue également un espace sans frontière pour la cybercriminalité. Les "cybermenaces" visent aujourd'hui aussi bien les entreprises, dont notamment le secteur bancaire, que les individus ou les États. Cette session s'attache à aider les magistrats et les enquêteurs luttant contre la cybercriminalité à progresser dans le traitement de leurs procédures en privilégiant les approches concrètes des différentes étapes (localisation et identification des auteurs d'infraction, accession aux données, mesures de nature à prévenir la disparition des preuves numériques...).

PÉDAGOGIE

Cette session propose, par une approche interdisciplinaire de spécialistes français de la cybercriminalité, des présentations théoriques, des retours d'expériences pratiques et des cas pratiques visant à :

- Présenter l'état de la menace en matière de cybercriminalité, plus particulièrement le phénomène des ransomware, la pédopornographie, le darkweb:
- Présenter les dispositifs d'entraide pénale internationale en matière de lutte contre la cybercriminalité, les outils permettant de faciliter la coopération internationale au niveau policier et judiciaire ;
- · Présenter le fonctionnement des cryptomonnaies et les dispositifs mis en œuvre afin de détecter, saisir et gérer les cryptomonnaies ;
- Présenter les dispositifs permettant l'analyse en source ouverte, la collecte d'informations et les investigations en sources ouvertes sur Internet.

DU 21 AU 25 NOVEMBRE 2022

Inscription: avant le 7 octobre 2022.

TYPE DE SESSION

Formation d'immersion avec des magistrats français.

PUBLIC

Magistrats étrangers.

OBSERVATIONS

Cette session peut être utilement complétée par "Criminalité organisée et coopération judiciaire" et "Victimes et procès pénal".

Ouvert aux membres du Réseau européen de formation judiciaire. refi

LANGUE

Français.

ENM, 3 ter quai aux Fleurs 75004 Paris - France

500 € par participant (sauf pour les magistrats inscrits par le REFJ).

CONTACT

enm-info-di@justice.fr Tél: +33(0)1.44.41.88.24

LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS ET PROXÉNÉTISME

EN BREF

Approche globale de ce phénomène. Présentation des dispositifs législatifs et opérationnels au plan national et international, des réponses pénales, ainsi que l'identification et de la prise en charge des victimes et du travail avec des associations spécialisées.

CONTEXTE

La traite des êtres humains connaît aujourd'hui une ampleur inquiétante. Acheminées dans l'Union européenne par le biais de filières d'immigration clandestines, sous l'impulsion des déséquilibres géopolitiques contemporains, ces victimes, essentiellement femmes et enfants, alimentent les réseaux de travail illégal, de mendicité, de cambriolages et de trafic d'organes et de prostitution. La présente formation sera axée spécifiquement sur la question du proxénétisme.



PÉDAGOGIE

Cette session, sous forme d'exposés, de tables rondes et de situations observables sur le territoire national aborde le cadre institutionnel et judiciaire de la lutte contre ce phénomène et donne des pistes pour un traitement judiciaire de ces questions. De l'enquête à l'audience, en passant par la nécessaire entraide pénale internationale en la matière, comment parvenir à poursuivre et condamner les auteurs de ces faits ?





DU 13 AU 17 JUIN 2022

Inscription: avant le 22 avril 2022.

TYPE DE SESSION

Formation dédiée aux magistrats étrangers.

Magistrats, avocats, travailleurs sociaux, tout professionnel étranger concerné par la thématique.

Ouvert aux membres du Réseau européen de formation judiciaire. refi



LANGUE

Français, anglais. Autre interprétariat possible (nous contacter).

Formation en ligne

1 000 € par participant (sauf pour les magistrats inscrits par le REFJ).

CONTACT

enm-info-di@justice.fr Tél: +33(0)1.44.41.88.24

DU 11 AU 14 OCTOBRE 2022

Inscription: avant le 26 août 2022.

TYPE DE SESSION

Formation d'immersion avec des magistrats français.

PUBLIC

Magistrats étrangers.

LANGUE

Français.

ENM, 3 ter quai aux Fleurs 75004 Paris - France

400 € par participant.

enm-info-di@justice.fr Tél: +33(0)1.44.41.88.24

LES VIOLENCES AU SEIN DU COUPLE

EN BREF

Approche pluridisciplinaire et approfondie des violences au sein du couple et des réponses judiciaires adaptées, tant en matière civile que pénale.

CONTEXTE

Les violences au sein du couple sont présentes dans l'ensemble des sociétés. Elles rejaillissent nécessairement sur les systèmes judiciaires, souvent amenés à traiter de ce type de violences dans divers contentieux, tant civils que pénaux. Devant ce phénomène massif, les professionnels confrontés à ces situations doivent bénéficier d'un socle commun de connaissances. permettant d'appréhender tant les ressorts de ces violences que les réponses systémiques qui peuvent être mises en place. Cette formation a pour objectif d'offrir une vision large des violences exercées au sein du couple. Seront ainsi présentés le dispositif législatif français de protection contre les violences conjugales, notamment dans ses initiatives les plus récentes, les mécanismes psychologiques et/ou sociologiques de ces violences, le cadre institutionnel et les partenariats de prise en charge des victimes, ainsi que les politiques pénales et de juridictions envisageables. La prise en charge des auteurs et la place des enfants feront également l'objet de développements.

Chercheurs, magistrats, enquêteurs ou encore psychiatres présenteront leurs travaux ou leurs pratiques innovantes en la matière. L'origine professionnelle diversifiée des participants permettra des échanges interactifs et fructueux à l'issue de ces exposés.

LES VIOLENCES SEXUELLES

EN BREF

Au-delà du cadre juridique, cette formation aborde l'ensemble des connaissances psychologiques, psychiatriques ou de médecine légale permettant d'établir, de comprendre et de prévenir les violences sexuelles.

Quel que soit le système judiciaire, les magistrats sont fréquemment amenés à intervenir dans des affaires de violences sexuelles. Du contentieux pénal aux affaires familiales ou à la protection de l'enfance, ces violences font l'objet d'un traitement spécifique, lié à leurs particularités. Cette formation a pour but de développer les connaissances non directement juridiques que les magistrats doivent mobiliser, à chaque étape de la procédure, face à des situations de violences sexuelles. Ces connaissances portent tant sur la psychologie, la psychiatrie que la médecine légale. Cette formation apporte ainsi une meilleure compréhension de la stratégie de l'agresseur, de l'impact traumatique sur les victimes et des mécanismes des violences sexuelles commises dans certains contextes particuliers (famille, travail...). Elle revient sur les enjeux spécifiques du recueil de la parole de la victime et de l'agresseur lors des auditions. Un éclairage particulier sera porté sur les violences sexuelles perpétrées dans le cadre familial. Seront enfin présentés les dispositifs de prise en charge des auteurs et victimes de ce type de faits.

PÉDAGOGIE

Résolument tournée vers la pratique, cette formation favorisera les échanges de bonnes pratiques entre magistrats. Dans une optique pluridisciplinaire, elle fera appel à des spécialistes des disciplines nécessaires à la compréhension des violences sexuelles et de leurs conséquences.



DU 28 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE 2022

Inscription: avant le 5 octobre 2022.

TYPE DE SESSION

Formation dédiée aux magistrats étrangers.

Magistrats étrangers, avocats, tout professionnel engagé sur la thématique.

OBSERVATIONS

Ouvert aux membres du Réseau européen de formation judiciaire. refi



LANGUE

Français.

Interprétariat possible, nous contacter.

ENM, 3 ter quai aux Fleurs 75004 Paris - France

1 000 € par participant (sauf pour les magistrats inscrits par le REFJ).

CONTACT

enm-info-di@justice.fr Tél: +33(0)1.44.41.88.24

JUSTICE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

EN BREF

La protection de l'environnement appelle une réponse judiciaire nouvelle et complexe, approfondie dans le cadre de cette formation.

CONTEXTE

La protection de l'environnement, défi commun à tous, connaît une traduction juridique sous l'égide du droit international conventionnel ou coutumier et du droit national (constitutions et lois cadres sur l'environnement). C'est ce que souligne le préambule de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement qui évoque en 1992 l'existence d' « un partenariat mondial sur une base nouvelle en créant des niveaux de coopération nouveaux entre les États, les secteurs clefs de la société et les peuples, [en] œuvrant en vue d'accords internationaux qui respectent les intérêts de tous et protègent l'intégrité du système mondial de l'environnement et du développement, et [en] reconnaissant que la Terre, fover de l'humanité, constitue un tout marqué par l'interdépendance ».

En pratique, cette dimension se traduit par le développement de contentieux nouveaux et qui peuvent paraître complexes, que le monde judiciaire se doit de pleinement investir, tant en matière administrative que civile et pénale, y compris et souvent sur un plan international.

Les magistrats de l'ordre judiciaire doivent ainsi maîtriser et concevoir des méthodes de travail innovantes et avoir recours à des outils connus dans ce contentieux très transversal et prioritaire.

Cette formation évoque le cadre juridique spécifique à la protection de l'environnement et ses acteurs institutionnels français et internationaux. Elle aborde également les techniques particulières de traitement des contentieux de l'environnement. Elle favorise enfin une approche pluridisciplinaire et interactive.



PÉDAGOGIE

Cette formation pratique privilégie les échanges entre participants et la dimension internationale de la protection de l'environnement. Après un temps réservé à une analyse pluridisciplinaire des principaux risques environnementaux, les dimensions civiles et pénales de la protection judiciaire de l'environnement seront abordées.

FORMULAIRE D'INSCRIPTION

photo

Remplir en lettres capitales noires.



Le règlement des formations se fera <u>exclusivement par transfert bancaire</u> au moment de l'inscription ou au plus tard un mois avant le début de la formation.

INTITULÉ EXACT DE LA FORMATION SOUHAITÉE :.....

Adresse postale 8 rue Chanoinesse 75004 PARIS Tél: +33 (0)1 44 41 88 24 enm-info-di@justice.fr

	E D'ANNÉES D'ÉTUDES :	
	E DITTILLO D'ETODLO I	DATE D'ENTRÉE DANS LA
, DISCIDIT	ans INE :	MAGISTRATURE (ou autre):
PRENOIVI	INE	
	E DÉLIVRÉ (indiquez votre	EMPLOI ACTUEL :
	le plus élevé) :	
	OBTENTION :	PAYS D'EXERCICE DES FONCTIONS
CMLITÉ : MADAME 🗆 MONSIEUR 🗆	'OBTENTION :	
		l
C	OORDONNÉES	
DOMAIGNE FAMILIAL (selector restale)		
DOMICILE FAMILIAL (adresse postale):		
TÉLÉPHONE :		
ADRESSE PROFESSIONNELLE :		
TÉLÉPHONE PROFESSIONNEL :		
E-MAIL:		
CONNAIS	SSANCE DU FRAN	ÇAIS
CONNAISSANCE DU FRANÇAIS :	oui 🗆	non 🗆
Si oui appris à (nom et lieu de l'établissement) :.		
NIVEAU ACQUIS :		
NIVEAU ACQUIS ; Lu : BON I MOYEN I	FAIBLE O	

MOTIVA	TION		
POURQUOI SOUHAITEZ-VOUS EFFECTUER CETTE FORMA	TION À L'ENM ?		
AVEZ-VOUS DÉJÀ PARTICIPÉ À UNE FORMATION À L'EN	M (le cas échéant, laquelle) ?		
FINANCE	MENT		
PRISE EN CHARGE DES FRAIS PÉDAGOGIQUES			
☐ Par le participant : (Précisez nom et adresse)			
□ Par l'Ambassade via Campus France			
Par l'Ambassade via autre : (Précisez nom et adresse)			
☐ Autre : (Précisez nom et adresse)			
Je certifie que les déclarations ci-dessus sont exactes e pris en considération, je m'engage à me conformer aux J'ai pris connaissance des conditions générales et je le	directives générales de la scolarité de l'ENM.		
àle	SIGNATURE DU CANDIDAT :		
VISA DE L'AUTORITÉ HIÉRARCHIQUE COMPÉTENTE			
POUR AUTORISER LE CANDIDAT À SUIVRE CETTE FORMATI	ON:		
NOM DU SIGNATAIRE :			
LOUALITE DU CICNATAIDE :			
QUALITÉ DU SIGNATAIRE :			
àCADRE RÉSERVÉ AU CON	SEILLER CULTUREL,		
à	SEILLER CULTUREL,		
àCADRE RÉSERVÉ AU CON	SEILLER CULTUREL,		
CADRE RÉSERVÉ AU CON AU CHEF DE MISSION OU AU AVIS SUR LA CANDIDATURE: Au vu des fonctions exercées par le candidat, de son	SEILLER CULTUREL, MAGISTRAT DE LIAISON		
CADRE RÉSERVÉ AU CON AU CHEF DE MISSION OU AU AVIS SUR LA CANDIDATURE :	SEILLER CULTUREL, MAGISTRAT DE LIAISON LE NIVEAU DE FRANÇAIS DU CANDIDAT EST :		
à	SEILLER CULTUREL, MAGISTRAT DE LIAISON LE NIVEAU DE FRANÇAIS DU CANDIDAT EST: Lu : BON MOYEN FAIBLE FAIBLE		
à	SEILLER CULTUREL, MAGISTRAT DE LIAISON LE NIVEAU DE FRANÇAIS DU CANDIDAT EST: Lu: BON MOYEN FAIBLE Ecrit: BON FAIBLE FAIBL		
CADRE RÉSERVÉ AU CON AU CHEF DE MISSION OU AU AVIS SUR LA CANDIDATURE: Au vu des fonctions exercées par le candidat, de son organisme de rattachement, de la formation demandée, je donne un avis à cette candidature :	SEILLER CULTUREL, MAGISTRAT DE LIAISON LE NIVEAU DE FRANÇAIS DU CANDIDAT EST: Lu: BON MOYEN FAIBLE Ecrit: BON FAIBLE FAIBL		
CADRE RÉSERVÉ AU CON AU CHEF DE MISSION OU AU AVIS SUR LA CANDIDATURE: Au vu des fonctions exercées par le candidat, de son organisme de rattachement, de la formation demandée, je donne un avis à cette candidature : TRÈS FAVORABLE FAVORABLE DÉFAVORABLE	SEILLER CULTUREL, MAGISTRAT DE LIAISON LE NIVEAU DE FRANÇAIS DU CANDIDAT EST: Lu: BON MOYEN FAIBLE Ecrit: BON FAIBLE FAIBL		
CADRE RÉSERVÉ AU CON AU CHEF DE MISSION OU AU AVIS SUR LA CANDIDATURE: Au vu des fonctions exercées par le candidat, de son organisme de rattachement, de la formation demandée, je donne un avis à cette candidature :	SEILLER CULTUREL, MAGISTRAT DE LIAISON LE NIVEAU DE FRANÇAIS DU CANDIDAT EST: Lu: BON MOYEN FAIBLE Ecrit: BON FAIBLE FAIBL		
CADRE RÉSERVÉ AU CON AU CHEF DE MISSION OU AU AVIS SUR LA CANDIDATURE: Au vu des fonctions exercées par le candidat, de son organisme de rattachement, de la formation demandée, je donne un avis à cette candidature : TRÈS FAVORABLE FAVORABLE DÉFAVORABLE	SEILLER CULTUREL, MAGISTRAT DE LIAISON LE NIVEAU DE FRANÇAIS DU CANDIDAT EST: Lu: BON MOYEN FAIBLE Ecrit: BON FAIBLE FAIBL		
CADRE RÉSERVÉ AU CON AU CHEF DE MISSION OU AU AVIS SUR LA CANDIDATURE: Au vu des fonctions exercées par le candidat, de son organisme de rattachement, de la formation demandée, je donne un avis à cette candidature : TRÈS FAVORABLE FAVORABLE DÉFAVORABLE	SEILLER CULTUREL, MAGISTRAT DE LIAISON LE NIVEAU DE FRANÇAIS DU CANDIDAT EST: Lu : BON		



